



MINISTÈRE DES ARMÉES

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Descriptif technique exhaustif, qui précise les exigences techniques attendues relatives à l'entretien des espaces verts au profit d'entités soutenues par le GSC de Bordeaux – sites d'Agen

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
ARTICLE 1 – PRESENTATION DES SITES.....	3
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE VOLET ENVIRONNEMENTAL	3
2.1 – GENERALITES.....	4
2.2 – MATERIELS UTILISES.....	4
2.3 – VALORISATION ET EVACUATION DES DECHETS	5
2.4 – PROTECTION DES ABEILLES/POLLINISATEURS.....	6
2.5 – UTILISATION DES PRODUITS D’ENTRETIEN.....	6
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES SUR L’ORGANISATION DU TRAVAIL, LE PERSONNEL ET LE SUIVI D’EXECUTION.....	8
3.1 - EFFECTIFS.....	8
3.2 - COMPORTEMENT DU PERSONNEL	8
3.3 - NUISANCES	8
3.4 - PORT DU BADGE	8
3.5 - SECURITE DES PERSONNES	8
3.6 - CIRCULATION DES PERSONNES	9
3.7 – PROTECTION INCENDIE.....	9
3.8 – INSTALLATION ET VIE DU CHANTIER.....	9
3.9 - SUIVI D’EXECUTION	10
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES MODALITES D’EXECUTION	11
ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	14
5.1 DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA PRESTATION.....	14
5.2 DEFINITION DES TRAVAUX	15
5.3 MODALITES DES TACHES A EFFECTUER.....	16
ARTICLE 6 – ANNEXES :.....	21

ARTICLE 1 – PRESENTATION DES SITES

Il s'agit pour le ministère des armées d'acquérir des prestations de services en vue d'assurer l'entretien des espaces verts au profit de diverses entités du ministère des armées soutenues par le groupement de soutien du commissariat de Bordeaux – sites d'Agen.

Les prestations seront réalisées au sein d'emprises relevant du MINARM implantées à AGEN et BOÉ.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE VOLET ENVIRONNEMENTAL

En application de la circulaire du 03/12/2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable, le ministère des armées s'engage à se montrer exemplaire en matière de développement durable. A ce titre, diverses dispositions sont contractualisées, en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement et favorisant le développement économique.

Les objectifs de préservation de l'environnement, de la biodiversité et des ressources naturelles conduisent notamment à :

- interdire¹ ou limiter fortement l'utilisation de produits phytosanitaires, notamment pour les prestations de désherbage de tous types de surfaces ;
- limiter l'émission de gaz à effet de serre et les nuisances sonores par l'emploi de matériels récents, et si possible électriques aux normes en vigueur ;
- recycler et limiter toutes productions de déchets ;
- contribuer à la préservation des abeilles ;
- préserver les ressources en eau (arrosage raisonné des pelouses et des massifs).

Les traitements devront, dans le respect de la réglementation en vigueur et en collaboration avec le site bénéficiaire, s'appuyer sur des solutions sans produits phytosanitaires. Le principe est de maintenir les bio-agresseurs, c'est à dire les organismes vivants qui attaquent les plantes cultivées, sous un seuil jugé acceptable.

Le titulaire proposera des produits de substitution ou des process innovants adaptés aux sites. Le traitement devra être adapté en fonction des conditions météorologiques pour un résultat optimal et du type de plantes adventices à éliminer.

Afin de prévenir ou repousser les attaques des parasites ou des prédateurs, il y aura lieu d'appliquer les traitements appropriés.

Si les produits phytosanitaires sont interdits dans les zones définies par la loi citée supra, d'autres produits sont autorisés par la loi : les produits bio contrôle qui représentent un ensemble d'outils à utiliser, seuls ou associés à d'autres moyens de protection des plantes, pour la protection intégrée telle qu'elle figure dans l'approche européenne. L'objectif du bio contrôle est de privilégier l'utilisation de mécanismes et d'interactions naturels. Le bio contrôle est fondé sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs.

On distingue 4 types d'agents de bio contrôle :

- les substances naturelles, les macroorganismes, les microorganismes et les médiateurs chimiques ;
- les produits utilisés en agriculture biologique ;

¹ Interdiction effective au 01/01/2017 dans les sites accessibles et ouvert au public et les sites fréquentés par des personnes vulnérables ou se trouvant à proximité de ces dernières (lois 2014-110 du 06/02/2014 dite loi Labbé et loi 2015-992 du 17/08/2015 dite loi Pothier).

- les produits dits « à faibles risques » ;
- les produits de traitement dans le cadre de lutttes obligatoires.

2.1 – Généralités

Certains sites sont engagés dans une démarche environnementale ISO 14001. Le titulaire devra tenir compte de ces engagements et d'une manière générale réaliser les prestations en ayant en permanence le souci du respect de l'environnement et en intégrant les valeurs du développement durable.

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Sur les sites, il convient de veiller à ce que les produits et matériaux ne laissent aucune trace sur le sol.

Il met en œuvre des techniques et processus intégrant la notion de développement durable (exemple: privilégier des solutions écologiques type compost ou équivalent en terme environnemental); les modalités qu'il met en œuvre figurent dans son offre (mémoire technique).

Il est responsable des impacts liés à son activité (réduction de la quantité de déchets, maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, protection de l'environnement, protection des utilisateurs...).

Le titulaire s'est engagé dans son offre à mettre en œuvre des dispositions environnementales et doit être capable d'en apporter la preuve à tout moment.

Le titulaire prendra toutes les précautions et dispositions pour éviter une pollution et atteinte à l'environnement. En cas de pollution, le titulaire préviendra dans les plus brefs délais le chargé d'environnement du site concerné.

2.2 - Matériels utilisés

Le titulaire fournit toutes les machines, outillages, appareillages, carburants, fournitures, produits et accessoires nécessaires à l'exécution de ses prestations. Ces matériels devront être en parfait état de fonctionnement, conformes aux normes CE relatives aux équipements de travail, aux consignes édictées par les fabricants et la législation en vigueur et à jour de leurs vérifications périodiques.

Le titulaire privilégie l'utilisation de matériels et de véhicules respectueux de l'environnement (maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, réduction des nuisances, sélection des carburants utilisés, matériels électriques...). Il s'engage à utiliser les matériels qu'il a décrits dans son offre. Toute fourniture ou location d'équipements spéciaux est également à la charge du titulaire.

Le titulaire veillera, conformément aux dispositions mises en place dans le cadre du plan de prévention à utiliser des matériels peu bruyants afin de limiter les nuisances sonores et pourvus des protections contre toutes projections pendant leur utilisation.

Le titulaire proposera dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative (par exemple huile végétale brute pour les machines agricoles).

En cas de remplacement d'un matériel, le titulaire fournira la documentation technique (notamment la provenance et l'origine du matériel) au responsable désigné par la formation pour vérification de conformité avec les normes et règlement de sécurité.

Le titulaire devra remettre aux bénéficiaires sur simple demande, les attestations de contrôle, vérifications, conformités des différents matériels utilisés par rapport aux normes et règlements

de sécurité. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais par un matériel équivalent conforme.

S'agissant du petit matériel, le titulaire utilise de préférence des matériels à moteur électriques (matériels figurant dans son offre - annexe à l'acte d'engagement).

Le titulaire fournira des véhicules à son personnel (avec identification de la société) afin d'assurer son transport ainsi que celui des matériels.

Les échafaudages ou échelles devront obligatoirement être conformes aux normes et à la réglementation (décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur).

En règle générale, à la fin de chaque journée de travail, le matériel et les produits devront être évacués du chantier. Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par le bénéficiaire et aux frais du titulaire.

Le prêt de matériel ou d'outillage par l'Administration ou à l'Administration est strictement interdit.

2.3 - Valorisation et évacuation des déchets

Pour l'ensemble des prestations demandées, et conformément à la réglementation en vigueur, la totalité des déchets et produits de tonte, de taille et d'abattage (bois morts, branchages, etc) doit être évacuée (pas de brûlage sur place), valorisée (de préférence) par un centre de compostage ou de méthanisation ou mise en décharge autorisée (exutoire agréé) par le titulaire, à ses frais, le jour même de l'intervention, ceci afin d'éviter tout début de putréfaction ou d'éparpillement par le vent.

L'obligation légale de valorisation des biodéchets au-delà des seuils fixés par l'arrêté du 12 juillet 2011 (fixant les seuils définis à l'article R.543-225 du code de l'environnement), est rappelée au titulaire.

Les déchets verts seront valorisés selon les modalités décrites par le titulaire dans son offre. Il doit à tout moment être capable d'en apporter la preuve et démontrer qu'il en assure une traçabilité.

Les déchets non valorisés sur site et évacués pour traitement feront l'objet d'un bordereau de suivi (BSD) fourni au représentant de l'Administration de la formation bénéficiaire dans les 30 jours suivant la fin de la prestation. Devront y figurer au minimum la date d'enlèvement, le type de déchet et le poids.

Le titulaire ne pourra pas utiliser les déchetteries qui pourraient être installées sur les sites.

Compte tenu de l'évolution constante du traitement des déchets et de la réglementation environnementale, le titulaire peut proposer de nouvelles filières d'élimination-valorisation conformes à cette réglementation.

Tout brûlage de végétaux est strictement interdit sur les sites.

Dans tous les cas, le titulaire a l'obligation de signaler à l'Administration toutes actions nécessaires au maintien en état, visuel, de sécurité et sanitaire des zones boisées.

2.4 - Protection des abeilles/pollinisateurs

Afin de contribuer à la préservation des abeilles, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur. Conformément au protocole signé entre le ministère des Armées et l'Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF), le titulaire ne devra pas utiliser des produits toxiques et de pesticides dans l'entretien des espaces verts. La classification des substances actives en fonction du risque pour les abeilles est détaillée en annexe 1 du présent CCTP.

2.5 – Utilisation des produits d'entretien

Aucun produit ne peut être utilisé s'il n'a reçu son autorisation de mise sur le marché (autorisation provisoire de vente APV ou homologation). Le chargé de prévention de chaque site se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers; le titulaire les remplace alors immédiatement à ses frais.

Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit; il appartient au titulaire de mettre en place des bacs de rétention avec séparation des catégories de produits conformément à la réglementation. La rétention devra être totale.

La compatibilité des produits devra au préalable être vérifiée afin d'éviter tout risque d'incendie ou d'explosion.

Toute application pour un usage ne figurant pas sur l'étiquette est interdite. Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit. Le rinçage des appareils, l'évacuation des résidus et des emballages devront être conformes à la réglementation environnementale. Les conditions de stockage des produits devront être conformes à la réglementation en vigueur et en application du plan de prévention établi au début du marché.

Afin de prévenir ou repousser les attaques des parasites ou des prédateurs, il y a lieu d'appliquer les traitements appropriés dont l'utilisation se fait dans le respect de la directive 2009/128/CE du 21/10/2009.

Nota : certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectées d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement (au sens large du terme). Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bio-accumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrices du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs est interdite.

Produits éco labels : le titulaire utilise seulement les produits de traitement et d'amendement des sols (éco-labellisés ou équivalents à hauteur de 80% **minimum**), figurant en annexe à l'acte d'engagement. Il transmet les fiches-produits et les fiches de données de sécurité dans les 15 jours suivant la notification du marché, sous peine de sanctions financières. Le choix des produits est laissé à l'initiative du titulaire, mais un accord préalable du chargé de prévention et/ou du responsable de site sera nécessaire à leurs utilisations. Après accord, ces produits feront l'objet d'un recueil permettant aux exécutants de les utiliser convenablement.

La mention « ou équivalent » permet au titulaire de soumettre au responsable technique du site bénéficiaire un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire, conforme et équivalent (moyen de preuve). Aucune substitution ne s'effectue sans l'aval du responsable technique.

Si le titulaire vient à utiliser de nouveaux produits au cours de l'exécution du marché, il devra fournir leurs fiches-produits et leurs fiches de données de sécurité ainsi que les références aux

éco labels ou documents d'équivalence et devront respecter les normes environnementales. Ils ne pourront être utilisés qu'après approbation du chargé de prévention du site.

L'ajout de produits dans la liste des produits utilisés ne peut pas conduire à abaisser le taux d'utilisation de produit éco responsable sous peine de résiliation du marché.

L'Administration se réserve le droit de faire vérifier aux frais de l'entreprise, dans un laboratoire de son choix, les produits utilisés en cas de doute.

Les personnels amenés à manipuler les produits devront être formés à leur utilisation (décret n° 20111325 du 18 octobre 2011).

Le cas échéant, le titulaire fournira sur demande de l'Administration une copie des agréments, habilitations ou attestations de formation des personnels amenés à travailler sur les sites concernés par ce marché public (habilitation pour l'utilisation des produits, entretien, conduite d'engin, etc).

Le détail des exigences des éco labels européens et « NF Environnement » sont disponibles sur <http://www.ecolabels.fr>

Produits phytosanitaires : compte tenu de l'évolution législative relative à ce genre de produits, le titulaire doit se maintenir en permanence en harmonie avec les textes en vigueur. Il est responsable de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

Les produits classifiés R 50/51 et 53 ne sont pas autorisés.

Les produits dont les étiquettes présentent une phase de risques de R39 à R40-R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64 ne devront pas être utilisés (Règlement CE n°1272/2008 du 16/12/2008).

Dans des cas particuliers qui doivent rester exceptionnels (espèces invasives, maladies, zones difficilement accessibles aux engins mécaniques, zones dérogeant au zéro-phyto pour des raisons de sécurité ou n'entrant pas dans le périmètre des lieux dits « accessibles ou ouverts au public et relevant de leur domaine public ou privé), et après accord du chargé de prévention, certains traitements pourront être effectués par utilisation de produits phytosanitaires². Il est alors recommandé de privilégier :

- la dose la plus faible, garantissant l'efficacité du produit,
- la solubilité faible,
- une DT50 (durée de demi-vie dans le sol) courte,
- une CL (concentration létale) et DL (dose létale) élevées,
- une DJA (dose journalière acceptable) élevée.

Dans ces cas, le titulaire fournira à l'Administration une copie de l'agrément des personnels qui mettront en œuvre ces produits phytosanitaires.

Le désherbage chimique, lorsqu'il est indispensable, est utilisé avec circonspection. Il est de type systémique et les produits à base de chlorate sont interdits.

La fertilisation : la fertilisation se fait par épandage répété d'engrais naturels, afin de favoriser la croissance et la mise en fleur des végétaux, en respectant des doses prescrites pour préserver la protection de l'environnement.

La fourniture des engrais est à la charge du titulaire.

Le titulaire privilégiera les produits végétaux tels que le compost de déchets verts (produit localement si possible).

Pour les produits d'amendements, 100 % des produits doivent avoir soit des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'écolabel européen, soit être issus de filières de valorisation de déchets organiques.

² Caractéristiques des produits utilisés et leurs fiches de données sécurité à transmettre au chargé de prévention.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL, LE PERSONNEL ET LE SUIVI D'EXECUTION

Aucun local, ni aucun matériel ne sera mis à disposition du titulaire.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par la formation militaire. Toutefois, le titulaire s'engage à en faire un usage cohérent en évitant le gaspillage (fuite, écoulement...). Les bornes à eau doivent notamment être refermées après usage.

Le branchement du matériel devra être effectué selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, par l'intermédiaire de fiches multiples, sera interdit.

3.1 - Effectifs

Il appartient au titulaire :

- de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les prestations exigées,
- de mettre en place les effectifs nécessaires à leur bonne exécution.

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites, la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, sont fixés par le titulaire dans le mémoire technique. Le titulaire doit appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il propose.

3.2 - Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion et avoir un comportement exempt de tout reproche.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat d'un ou plusieurs agents jugés par lui indésirables ou ne donnant pas satisfaction, après préavis donné au titulaire.

3.3 - Nuisances

Le titulaire prend à ses frais et risques les dispositions nécessaires pour réduire les gênes occasionnées aux usagers et voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins et outillages, les poussières, etc.

Les travaux bruyants près des salles de réunions se feront impérativement lorsque ces salles ne sont pas occupées.

3.4 - Port du badge

Le titulaire informe ses personnels qu'ils doivent se présenter à l'accueil du site munis d'une pièce d'identité en règle, nécessaire pour l'établissement des badges individuels d'autorisation d'accès.

Le port du badge est obligatoire pour accéder sur le site ; il doit être porté en permanence et de façon apparente pendant toute la durée de la prestation.

Le badge doit être rendu au poste de garde du site, par chaque personnel, à la fin de chaque journée de travail.

3.5 - Sécurité des personnes

Le titulaire prend toutes les mesures de sécurisation ou de prévention destinées à assurer la sécurité tant de ses personnels que des tiers.

Le titulaire dote le personnel de vêtements de travail et d'équipements de protection individuels réglementaires (EPI) prévus dans le cadre de l'exercice de leur profession ; il en fait respecter leur port.

Les vêtements portés par les personnels auront des marques apparentes au nom du titulaire ainsi que leurs véhicules. L'absence du port de ces équipements conduira le bénéficiaire à refuser l'accès sur le site.

Les personnels doivent détenir les habilitations nécessaires à l'application des différents produits et à la conduite des engins qu'ils utilisent ; le titulaire doit à tout moment être capable d'en apporter la preuve.

3.6 - Circulation des personnes

Un plan de prévention sera rédigé au niveau de chaque emprise sous l'égide du chef d'emprise concerné.

La circulation des personnels et de leurs matériels doit être strictement limitée à l'accès au chantier.

Le titulaire devra :

- respecter le code de la route ;
- les sens de circulation ;
- ne pas encombrer les voies de circulation ;
- garer impérativement, à la fin de chaque séance de travail, les véhicules et les engins aux emplacements définis sur le plan de prévention.

3.7 – Protection incendie

Le titulaire devra à ses frais et sous sa responsabilité, prendre les mesures de protection contre l'incendie. Pour chaque intervention, la présence sur le chantier d'un extincteur efficace et adapté est obligatoire. Il est interdit d'allumer des feux durant la totalité des travaux.

Les véhicules et les engins devront être équipés d'extincteurs adaptés, ayant une capacité suffisante pour faire face à tout départ de feu.

3.8 – Installation et vie du chantier

Toute difficulté rencontrée par le titulaire et/ou le bénéficiaire pour la mise en place et la fin du chantier devra être notifiée à l'acheteur.

3.8.1 Début d'exécution du marché

Dès la notification du marché et avant le début des prestations, le bénéficiaire et le titulaire se réunissent sur les sites. Un état des lieux de début d'exécution du marché est établi. Un procès-verbal est dressé et contresigné contradictoirement.

3.8.2 Fin d'exécution du marché

A la fin de chaque prestation, le prestataire s'engage à laisser les espaces à entretenir en parfait état de propreté. A la fin du marché, les constatations correspondantes seront rapportées dans un procès-verbal contradictoire dressé par le bénéficiaire du marché ayant en outre pour objet l'état des lieux en fin de marché.

En cas d'anomalie, le titulaire devra procéder à ses frais à une remise en état.

3.9 - Suivi d'exécution

3.9.1 Suivi du marché

Au cours de l'exécution du marché, des réunions pourront être organisées à l'initiative du titulaire ou du bénéficiaire. A cette occasion seront abordés le planning des opérations en cours, le suivi et l'appréciation qualitative des prestations réalisées.

Une réunion de lancement sera organisée dès la notification du marché et avant le démarrage des prestations entre le prescripteur, le bénéficiaire et le titulaire afin de prévoir l'organisation des prestations et la présentation, notamment :

- des interlocuteurs,
- de l'organisation mise en place permettant l'atteinte du résultat attendu,
- de la fermeture des sites.

Une présentation du site, de son règlement intérieur et des modalités d'accès sera effectuée par l'Administration, aux personnels du titulaire œuvrant sur le site. Il y sera rédigé le plan de prévention.

Le titulaire assistera aux réunions demandées par l'Administration. Un compte rendu sera rédigé lors de chaque réunion.

Au cours de l'exécution du marché, des réunions diverses peuvent être organisées à l'initiative du titulaire ou de l'Administration.

Un planning prévisionnel d'exécution des prestations sera établi dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché entre le titulaire et l'Administration, puis en début de chaque semestre. Ce planning doit permettre de programmer dans le temps les différentes prestations à réaliser, qui seront initiées par bons de commandes, selon la nature des espaces et plantations à entretenir.

Il pourra être modulé, révisé au fur et à mesure de son exécution en fonction de l'échéancier des besoins, des calendriers, des impératifs opérationnels des sites ainsi que des conditions climatiques. La société désignera un responsable chargé de l'établissement du planning prévisionnel et fournira les coordonnées (téléphone, mail, ...) de celui-ci.

Une réunion trimestrielle de suivi des prestations sera programmée entre le responsable du site en charge du suivi du marché et le titulaire. A cette occasion, le représentant du titulaire présentera le bilan des travaux effectués au cours du trimestre écoulé, les plannings des en-cours, le suivi de la prestation et la gestion des priorités.

Seront abordées les observations et suggestions qui permettront, le cas échéant, de prendre les dispositions qui s'imposent ou des modifications et corrections éventuelles.

Une réunion composée des responsables techniques du titulaire et du site, d'un représentant de la plateforme commissariat sud-ouest (PFC SO) sera organisée annuellement afin de faire le point sur l'ensemble des exigences des CCAP et CCTP et leur respect par le titulaire. Ce dernier devra y proposer toutes les améliorations qui lui sembleront pertinentes dans les domaines qui lui incombent. Le compte-rendu de cette réunion sera rédigé par le titulaire.

Le cas échéant et selon les desideratas des responsables de chaque site, un cahier de liaison pourra être ou sera mis en place par le titulaire du marché. Il sera placé dans un endroit accessible aux deux parties et devra être visé par les représentants de chacune d'elles à l'issue de chaque prestation. Les remarques éventuelles et les consignes concernant l'exécution des prestations ou les problèmes rencontrés y seront mentionnés.

3.9.2 Surveillance technique

Le titulaire doit désigner un responsable de chantier et d'encadrement du personnel (chef d'équipe, permanent). Ce dernier est responsable de l'exécution des prestations et d'une manière plus générale de l'application des clauses du CCTP. Il est l'interlocuteur technique unique du bénéficiaire.

Les personnels intervenants sur le site sont placés sous la seule responsabilité du chef d'équipe ou responsable appartenant à l'entreprise, laquelle, lors de la remise de l'offre, indiquera le nom, le numéro de téléphone et l'adresse mail du dit responsable. En cas de vacance de poste, pour quelque raison que ce soit, le titulaire doit impérativement pourvoir au remplacement immédiat du chef d'équipe et communiquer au bénéficiaire ses nouvelles coordonnées.

Le chef d'équipe devra être présent tout au long de la phase d'exécution de la prestation mais pourra également être œuvrant. Le chef d'équipe rendra compte au représentant du bénéficiaire, sans délai, de tout incident survenu sur le site. Si nécessaire, une réunion pourra être programmée à la demande du titulaire ou du bénéficiaire.

Le responsable du site chargé du suivi de l'exécution des prestations veillera à leur bonne exécution. Pour cela, il effectuera des visites sur chacune des zones entretenues, et si besoin est, demandera la présence du représentant du titulaire désigné à l'issue de la notification.

A l'issue de la prestation, le cahier de liaison sera renseigné par le chef d'équipe et visé par le responsable du site, le cas échéant. Il fera part de ses observations et suggestions qui permettront, le cas échéant, de prendre les dispositions qui s'imposent en des modifications et corrections éventuelles ainsi que des objectifs avancés. Une synthèse sera adressée par le responsable de site, par mail, au coordinateur technique du GSC de Bordeaux (DCS/BCP/section Gestion Base Vie).

Un contrôle qualité des prestations sera réalisé chaque mois en présence du bénéficiaire et du chef d'équipe afin de s'assurer du respect de la qualité des prestations commandées pour le mois considéré. Ce contrôle, exécuté contradictoirement, sera signé par les deux parties.

En cas de défaillance, des pénalités ou réfections pourront être appliquées conformément à l'article 5 du CCAP.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES MODALITES D'EXECUTION

Les prestations sont réparties sur l'année en fonction des saisons et/ou des besoins du bénéficiaire³, l'attendu étant que les divers quartiers doivent être propres et bien entretenus en permanence.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations d'entretien des espaces extérieurs et des terrains de l'ensemble des emprises avec les moyens nécessaires, de façon à effectuer ces prestations dans des conditions continues de qualité irréprochable. Il a de ce fait une **obligation de résultat, qui comprend également le nettoyage du chantier à l'issue des prestations**. Les prestations seront assurées conformément aux présentes clauses techniques particulières.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à l'Administration, des règlements particuliers à l'établissement et d'une manière générale de toutes particularités pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à réaliser.

³ Dans le cas de conditions climatiques favorables à une pousse excessive de la végétation, ou dans le cas contraire, d'un ralentissement de cette dernière, la périodicité des interventions devra être modulée en accord avec le responsable technique du site.

Les prestations sont réalisées suivant les règles de l'art et conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur ; aussi, le titulaire ne pourra refuser d'exécuter les travaux nécessaires au complet achèvement des prestations, ni prétendre à une majoration de tarif pour ce faire.

Les prestations s'exécutent en continu : une intervention entamée doit aller jusqu'à son terme. Exception : si le responsable technique décide de faire déplacer la zone de travail ou de faire cesser toute activité pour des raisons de sécurité.

L'entretien des espaces extérieurs doit être réalisé dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités de chaque site. A ce titre, le titulaire s'engage à :

- suivre rigoureusement les dispositions du plan de prévention annuel établi par l'Administration ;
- respecter les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- prendre à sa charge les différents produits et fournitures (graines, engrais, insecticides, désherbants ...) nécessaires à l'exécution des travaux ;
- utiliser des véhicules et des matériels (engins, outils, échelles,...) ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- prendre en charge l'entretien et les réparations de son matériel, qu'elles soient le fait de l'usure ou de casse due au mauvais état des sols ou la rencontre d'obstacles pouvant être cachés par la végétation ;
- prendre à sa charge toutes les réparations (fourniture et pose) des bâtiments, du matériel, des voies de circulation ou des équipements du site, pouvant être détériorés pendant l'exécution des travaux. Un délai de remplacement de 20 jours ouvrés à compter de la survenance du sinistre commencera à courir.
- respecter les règles de sécurité du travail ;
- appliquer les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter. Ces prestations pouvant se dérouler en zone pyrotechnique, le titulaire devra se conformer aux directives précisées par le représentant de l'Administration avant le début de chaque chantier ;
- respecter les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc) ;
- mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer les travaux demandés en respectant rigoureusement les délais définis dans le planning des interventions ;
- former et habilitier ses personnels conformément à la réglementation en vigueur. Il fournira les agréments et habilitations de ses personnels amenés à travailler sur les sites (conduite d'engin, électrique pour la maintenance, ...) ;
- fournir à son personnel les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires et adéquats à l'exécution des prestations.

Nota : les désherbages thermiques voire chimiques sont interdits pendant les périodes à risques (vent fort > 40 km/h, période estivale).

Une garantie sera demandée au titulaire pour toute nouvelle plantation d'arbre, d'arbuste ou de haie.

De plus, le titulaire devra en assurer l'arrosage. La consommation d'eau sur les zones à entretenir sera prise en charge par le bénéficiaire.

Les murs d'enceinte (extérieurs et intérieurs) ainsi que les murs de tous les bâtiments devront être exempts de toute végétation.

Toute modification du process d'une prestation devra faire l'objet d'un accord préalable avec le site bénéficiaire.

Intervention sous court préavis : dans des circonstances particulières rares, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans un délai de 24 heures sur demande du bénéficiaire.

Exemples non exhaustifs de circonstances sous très court préavis: mise en sécurité des personnes et/ou des biens suite à intempérie, prise d'armes ou visite non programmée d'une autorité...

Contraintes / Obligations: l'entretien des espaces verts et des terrains doit s'adapter aux configurations particulières liées aux conditions météorologiques (année exceptionnellement pluvieuse, problèmes d'enlèvement, détérioration des terrains, etc.). Ces particularités ne pourront influencer sur le prix proposé par les candidats.

Aucun dommage ne doit être causé aux arbres et éléments de signalisation. De même, le titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tous dégâts aux plantations et constructions voisines ainsi que la destruction de bornes géométriques.

Consignes particulières et de sécurité: les personnels du titulaire sont susceptibles d'être évacués du chantier en raison des activités du site. Dans le cas où l'évacuation est prévisible, le titulaire en sera avisé au préalable par le responsable des travaux.

En cas d'évacuation inopinée du chantier liée à l'activité du site, les personnels prendront immédiatement contact avec le responsable des travaux, de façon à consigner l'heure d'évacuation et obtenir des directives sur la conduite à tenir pour la suite des travaux.

Le titulaire devra se conformer au code du travail. Il évacuera sans délai les matériaux et combustibles dangereux, y compris les emballages de toute nature des lieux d'exécution des prestations.

Chaque fois que cela est nécessaire, le titulaire doit, à sa charge, et après approbation du responsable du site ou de son représentant :

- placer les barrages ou déviations de circulation routière, matérialisés par des écriteaux,
- mettre en place une signalétique adaptée aux interdictions de stationner (plots, rubalise etc.).

Avant chaque intervention du titulaire, l'Administration établira en collaboration avec le chargé de prévention du site, un plan de prévention précisant les mesures suivantes que le titulaire devra respecter :

- signalisation du chantier,
- protection des passants,
- protection des personnels,
- protection de son matériel,
- maintien de la propreté et des conditions de circulation sur la voirie.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le responsable du site se réserve le droit de prendre rapidement toute mesure utile, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Incidents: les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché feront l'objet d'une fiche signée par les 2 parties dont le modèle est joint en annexe au CCTP. Cette fiche sera adressée à l'acheteur afin d'effectuer les calculs de réfections ou des pénalités.

Seule une copie de la fiche d'incident sera transmise au titulaire par le bénéficiaire.

ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Dispositions générales concernant la prestation

5.1.1 Objet du marché

Le présent CCTP a pour objet l'entretien des espaces verts et des aires aménagées au profit des formations et organismes rattachées au groupement de soutien du commissariat (GSC) de Bordeaux – sites d'AGEN.

Ces prestations ont pour but de maintenir les espaces verts et les aires aménagées des bénéficiaires en parfait état de propreté et de conservation.

Les prestations d'entretien des espaces verts seront réalisées au sein d'emprises relevant du MINARM implantées à AGEN et BOÉ :

- AGEN
 - Quartier Toussaint ;
 - Quartier Valence ;
- BOÉ
 - Centre de Ravitaillement des Essences (désaffecté).

Le soutien de proximité dans ces emprises est le GSC de Bordeaux / pôle AGEN.

5.1.2 Conditions générales d'exécution des prestations

5.1.2.1 Prestations habituelles

Les prestations habituelles sont des prestations commandées et exécutées en référence à des zones selon une politique d'entretien définie par les bénéficiaires.

Les mètres ainsi que le descriptif de ces zones sont indiqués dans le bordereau de prix à titre indicatif. Ils sont vérifiés et acceptés par le titulaire lors de la procédure de consultation du présent marché, au cours de la visite obligatoire de site.

Les surfaces non accessibles aux engins habituels dont l'entretien est à la charge du titulaire seront identifiées lors de cette même visite, ainsi que les surfaces dont la déclivité est importante (butte de protection d'ouvrage, merlons, fossés ...) ou qui présentent des accidents de terrain (rochers, racines, ferrailles) empêchant le passage d'une machine à conducteur porté.

5.1.2.2 Prestations occasionnelles

Les prestations occasionnelles sont des prestations commandées en fonction de la survenance du besoin pour des unités d'œuvre précisées sur le bordereau de prix.

Elles peuvent être demandées dans n'importe quel lieu à proximité des lieux d'exécution des prestations habituelles, y compris sur les zones correspondantes à ces dernières.

Lorsqu'elles portent sur des éléments (surfaces, arbre, haie...) ne correspondant pas à ceux présents sur les zones habituelles et ayant pu faire l'objet de visite, elles seront précisées sur le bon de commande et une visite préliminaire pourra être organisée par le bénéficiaire sur demande du titulaire, afin de fixer contradictoirement ces éléments.

5.1.2.3 Requalifications

En cas d'erreur sur la nature des prestations commandées, ces dernières ne pourront être requalifiées qu'avec l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur préalablement à

l'exécution. L'accord sera formalisé par l'émission d'un nouveau bon de commande annulant et remplaçant le précédent.

En cas de prestation transférée, à périmètre égal et à prix identique, d'une zone vers une autre, après entente directe entre le prestataire et la formation bénéficiaire, l'échange devra apparaître sur la fiche de fin d'intervention.

Les requalifications seront refusées si le changement de nature résulte du fait du titulaire (ex : retard) ou si les moyens employés par ce dernier sont identiques à ceux nécessaires pour la prestation commandée.

Toute commande exécutée est acceptée au prix indiqué sur le bon de commande.

5.1.3 Horaires de travail

L'exécution des prestations devra se faire durant les plages horaires suivantes :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00 (sauf les jours fériés)
- le samedi de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00 (sur autorisation du bénéficiaire uniquement)

Les horaires pourront être modulés en fonction des besoins de l'Administration (prises d'armes, visites officielles, etc) et des conditions météorologiques.

5.1.4 Coordonnées des personnes à contacter avant intervention

Avant d'intervenir sur les sites, le titulaire prendra contact avec un responsable de la cellule coordination espaces verts du GSC de Bordeaux/DCS/BCP :

- tél : 05 57 85 34 92 et 05 57 85 31 35
- mail : gsbdd-bma-espace-vert.contact.fct@intradef.gouv.fr

5.1.5 Mise à disposition de locaux

Aucun local n'est prévu sur les différents sites.

5.1.6 Prestations réalisée en « régie »

Le bénéficiaire dispose de personnel équipé en régie qui effectue certaines prestations d'entretien des espaces verts.

5.2 Définition des travaux

D'une façon générale, l'aspect est l'apparence extérieure sous laquelle une chose se présente à la vue. L'aspect est la première impression visuelle de netteté, de propreté et de la qualité de la végétation qu'offre un espace vert (préservation, état général sain, etc.).

Le responsable technique, désigné par l'Administration sur le site (ou son représentant), est seul habilité pour juger de son aspect et du respect de la demande d'exécution des prestations.

Tous les espaces verts et voieries, à l'intérieur du périmètre signalé lors de la visite sont à prendre en compte par le titulaire du marché.

Les zones de représentation font l'objet d'une forte attente.

5.3 Modalités des tâches à effectuer

5.3.1 Tonte

La tonte s'effectue de façon à obtenir une hauteur acceptable d'environ cinq (5) cm. Le long des clôtures et aux emplacements difficiles d'accès pour les matériels mécaniques, les herbes sont coupées avec le même soin en employant tous les moyens appropriés.

La découpe de délimitation (ébarbage) est exécutée chaque fois qu'il sera nécessaire en maintenant avec soin les limites du dessin initial (reprise des bordures d'allées et détournement des limites de pelouse).

Lors des tontes, l'entreprise doit tout particulièrement veiller :

- à la sécurité des usagers lors des passages aux abords des voies de circulation et des voies piétonnes,
- aux carrosseries et vitres des véhicules lors des passages aux abords des parkings,
- aux vitrages et façades riveraines des bâtiments.

A la fin de la prestation, la pelouse devra constituer un tapis régulier et homogène.

Les semis de regarnissage éventuel, permettant d'obtenir un tapis régulier et homogène, sont à la charge du titulaire. Ces regarnissages localisés ont pour but de rénover certaines parties dégradées.

Prévoir une finition au niveau des bordures, panneaux, grillages et bâtiments au « rotofil » ou matériel équivalent.

Dans le cadre d'une tonte avec ramassage, l'ensemble des surfaces est laissé en état de propreté (sans déchet de tonte visible, feuilles, papiers, etc.).

Lors d'une tonte sans ramassage, les déchets de tonte sont broyés et laissés sur place en fumure (mulching).

5.3.2 Entretien des terrains de sport.

L'entretien des terrains de sport comprend la tonte et l'entretien des surfaces engazonnées. Toutes les surfaces engazonnées détériorées doivent faire l'objet d'un regarnissage en utilisant un mélange de graines identique à celui dont est issu le tapis existant.

Font ainsi parties intégrantes des prestations, aussi souvent que cela est nécessaire, les opérations ci-après :

- le désherbage manuel, ou chimique, si autorisé ;
- le défeutrage ;
- l'enlèvement des mousses et des adventices ;
- l'aération ;
- le désengagement des bordures de trottoirs ;
- le ramassage et l'évacuation systématique des produits de la tonte.

5.3.3 Fauchage

Le fauchage s'effectue de façon à obtenir une hauteur acceptable d'environ dix (10) cm. Le long des clôtures et aux emplacements difficiles d'accès pour le matériel mécanique, les herbes sont coupées avec le même soin en employant tous les moyens appropriés. D'une manière générale, ces surfaces doivent être maintenues en parfait état de propreté.

Le fauchage s'effectuera sans ramassage.

La découpe de délimitation (ébarbage) est exécutée chaque fois qu'il sera nécessaire en maintenant avec soin les limites du dessin initial (reprise des bordures d'allées et détournage des limites de pelouse).

5.3.4 Entretien des fossés

Le titulaire procède :

- au fauchage des herbes ou toute autre végétation des fossés et de ses abords immédiats ;
- à l'enlèvement des branches, herbes ainsi qu'à leur évacuation ;
- au contrôle du bon écoulement des eaux et le cas échéant, à la remise en état du bon fonctionnement.

5.3.5 Débroussaillage

Le débroussaillage consiste à couper, éliminer et évacuer toutes les broussailles et rejets (diamètre inférieur à 10 cm) pour sécuriser les sites contre les risques d'incendie.

5.3.6 Taille mécanique des végétaux en bordure

La taille mécanique des végétaux en bordure des voies consiste à supprimer les débordements des végétaux : arbres, baliveaux, arbustes en forme libre, en rideau ou en haie par une taille mécanique et s'effectue avec ramassage.

5.3.7 Désherbage

Le titulaire procède à la destruction de la végétation (y compris les mousses), selon la méthode retenue par le prestataire (manuelle, thermique ou autre) sur :

- les voiries, parkings, trottoirs et cours ;
- les aires gravillonnées ou sablées ;
- les chemins de ronde (inter clôtures) ;
- les voies de circulation ;
- les terrasses ;
- les postes de combat ;
- les réseaux bas ;
- les clôtures périphériques ;
- les aires de sport autres que les terrains de football/rugby en herbe (terrain de tennis, piste d'athlétisme ...) ;
- les interstices dans les murs ;
- aux abords des bâtiments.

Point important, le résultat attendu est une absence visuelle totale des mauvaises herbes et pousses d'arbres en surface, sans dégradation de l'infrastructure.

L'utilisation d'un désherbage thermique est soumise à l'approbation de la cellule espaces verts (cellule EV) et devra faire l'objet d'un permis de feu délivré par le représentant de l'emprise concernée. En cas d'accord de la cellule EV, seule une personne habilitée et formée sera autorisée à utiliser l'appareil servant au désherbage thermique.

L'utilisation de désherbage thermique est interdite aux alentours des zones sensibles (réserve de carburant...). Cette interdiction pourra être étendue à d'autres espaces en cas de nécessité.

Les déchets seront ramassés et évacués avant la fin de la prestation.

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation de respecter la réglementation phytosanitaire en vigueur.

5.3.8 Ramassage des feuilles et nettoyage des abords et des voiries

Le titulaire procédera au ramassage et au ratissage et à l'évacuation des feuilles mortes.

Les voiries, aires de stationnement, trottoirs, cours, aires gravillonnées ou sablées, terrasses, caniveaux, regard d'avaloirs, tampons de visites des égouts et bouches d'arrosage et d'incendie sont nettoyés.

L'entretien des abords consiste à donner à l'ensemble un aspect propre et esthétique, qui implique :

- l'évacuation de tous les déchets pouvant être éparpillés sur toutes les surfaces y compris les voies goudronnées et les aires stabilisées ;
- le balayage des trottoirs, allées de circulation piétonnes et caniveaux ;

5.3.9 Élagage des arbres

L'élagage sera destiné à limiter un développement trop volumineux des arbres.

La prestation d'élagage de certains arbres peut nécessiter l'utilisation de cordages ou d'une nacelle à la charge du titulaire du marché.

Cette prestation qui concerne les arbres comprend :

- la mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux et leur enlèvement en fin de chantier ;
- la coupe du bois ;
- l'application d'un produit cicatrisant sur les branches principales ;
- le masticage des grosses coupes ;
- l'élimination des bois morts ;
- le broyage de l'ensemble des branchages ;
- l'évacuation de l'ensemble des déchets.

Les gourmands seront systématiquement enlevés.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché.

5.3.10 Taille des arbres

La taille des arbres se limitera aux tailles :

- de fortification, de mise en forme et de soins (branches mortes ou dépérissantes),
- de maintien du volume et d'éclaircissage en taille douce aux époques judicieuses et suivant les règles de l'art.

Les gourmands seront systématiquement enlevés.

La prestation de taille de certains arbres peut nécessiter l'utilisation de cordages ou d'une nacelle à la charge du titulaire du marché.

L'élimination des déchets de taille est à la charge du titulaire du marché.

5.3.11 Abattage des arbres

L'abattage des arbres dangereux ou creux s'effectue en accord avec le représentant de la formation bénéficiaire.

L'utilisation éventuelle de cordage et/ou de nacelle ainsi que l'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché. Il en est de même pour les démarches administratives nécessaires auprès des mairies si le besoin est réel (exemple : intervention ayant une incidence sur une voie publique...).

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché.

5.3.12 Dessouchage

Le dessouchage comporte l'élimination par arrachement des souches et de leurs racines de surface jusqu'à 20 centimètres de profondeur de la surface du sol.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché.

5.3.13 Rognage

Le rognage comporte l'élimination par rabotage des souches et de leurs racines de surface jusqu'à 20 centimètres de profondeur de la surface du sol.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché.

5.3.14 Démontage des arbres

Le démontage d'un arbre consiste à retirer tout ou partie de la couronne de l'arbre dressé avant de l'abattre ou de le débiter entièrement à la verticale lorsque l'abattage simple est impossible.

La prestation de démontage de certains arbres peut nécessiter l'utilisation de cordages ou d'une nacelle à la charge du titulaire du marché.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire du marché.

5.3.15 Entretien des massifs d'ornements, floraux, rosiers et arbustes.

Le sol doit être meuble et propre. Cependant, si la végétation rend les binages impossibles, les mauvaises herbes seront arrachées par tout autre moyen.

Le sol est labouré superficiellement (10 à 15 cm) après le nettoyage d'automne et fin mars après les tailles (le cas échéant).

En cours de végétation, les binages, destinés à détruire les mauvaises herbes et maintenir la surface meuble, sont exécutés afin d'assurer la propreté du sol.

L'application d'engrais se fera aux périodes requises. Les drageons et rejets sont soigneusement éliminés, les fleurs fanées seront supprimées au fur et à mesure. Les traitements antiparasitaires sont effectués.

Lorsque la zone est paillée, la société entretiendra ce paillage (végétal ou minéral: sous forme d'écorce de pin, pouzzolane) afin d'éviter la repousse et réduire le besoin d'arrosage.

Les sols des massifs de plantes vivaces sont entretenus meubles et propres. Ils reçoivent les fumures convenant aux différentes espèces. Les hampes florales sont tuteurées puis supprimées après floraison. La régénération des touffes par division est faite aussi souvent que nécessaire.

La décoration florale dans les vases et dans les bacs doit recevoir les mêmes soins.

L'entretien comprend aussi la taille des végétaux (élimination des bois morts et raccourcissement des rameaux...) y compris la vigne. Il sera nécessaire d'assurer la protection des rosiers en buttant leurs bases avec de la terre bien perméable, et en employant de la fibre de bois ou de la paille.

5.3.16 Entretien des plantes grimpantes

Il est procédé, à un nettoyage général et à une taille, effectués de manière à ne laisser couverts que les éléments d'architecture qui sont précisés, le cas échéant, par la formation bénéficiaire.

En aucun cas, les plantes grimpantes ne doivent empiéter ni sur les ouvertures de fenêtres, les bouches d'aération, les chéneaux et gouttières, ni sur les chaussées et trottoirs, espaces publics ou privés hors emprises.

Les plantes grimpantes sauvages poussant sur les arbres et sur les murs sont systématiquement éliminées.

5.3.17 Entretien des arbustes.

L'entretien des arbustes comprend l'aération du sol, l'épandage d'engrais et la taille.

Autour des arbustes, le sol sera entretenu meuble et propre par bêchage afin de maintenir le parterre en parfait état de propreté et d'aération. Cette opération s'accompagnera d'une fumure appropriée aux sols et végétaux.

Les arbustes à fleurs sont taillés par chaque espèce avec un bêchage hivernal et binages l'été. Les arbustes à feuillage décoratif sont taillés afin d'en régulariser la forme ou afin de les conduire en haies ou en rideaux émondés.

5.3.18 Entretien des haies

La taille des haies est faite avec un soin tout particulier pour garder la forme d'origine. L'entretien comprend le débroussaillage du pied de la haie.

Il est demandé un travail sur l'ensemble des faces et un nettoyage des pieds pour donner un aspect propre et net. La hauteur à laquelle doivent être maintenues les haies sera définie par le responsable du site. La taille sera à exécuter dès que les repousses dépasseront les 20 cm et ce, autant de fois que nécessaire.

La prestation d'entretien de certaines haies peut nécessiter l'utilisation d'une nacelle à la charge du prestataire.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire.

5.3.19 Fleurissement

L'entretien des jardinières d'extérieur (taille des rosiers, hortensias massifs et arbustes, traitements, engrais, ...) devra être permanent. Un remplacement est à prévoir le cas échéant. L'aspect accueillant doit prévaloir.

Pour l'hôtel du Quartier Général cette prestation est décomposée comme suit

- devant le bâtiment et devant la haie : panacher différents sujets :
 - o tous les 1m avec pour les petits massifs à fleurs,
 - o tous les 0,30 m avec 2 plantations par an ;
- côté rue : plantation « à ombre » à mettre en place (si absente) et à entretenir ;
- jardinières : 2 fleurissements par an avec plants suivant la saisonnalité.

Prévoir l'apport d'un paillage d'écorce et de substrat.

Un plan de fleurissement sera donné au bénéficiaire du marché, pour accord avant toute prestation.

L'élimination des déchets est à la charge du titulaire.

5.3.20 Scarification

La scarification est effectuée sur une surface engazonnée et aux périodes de pousse active de l'herbe.

5.3.21 Gyrobroyage

Le gyrobroyage consiste en un débroussaillage mécanique avec broyage des végétaux (y compris ligneux et arbustes) en vue d'établir et/ou entretenir un pare-feu.

ARTICLE 6 – ANNEXES :

Annexe n° 1 : tableau de classification des substances actives

Annexe n° 2 : fiche incident

Annexe n° 3 : lieux d'intervention et description des prestations

Annexe n° 4 : description des prestations occasionnelles tous sites